

PAR COURRIEL

Québec, le 31 juillet 2026

Objet : Demande d'accès n° : 2026-2027-31
N/Réf : C-30304

Monsieur,

Nous donnons suite à votre demande d'accès, reçue le 14 juillet 2026, afin d'obtenir le ou les documents suivants :

« Je souhaite obtenir copie des documents détenus par la Société d'habitation du Québec concernant Le Centurion à Amos.

Référence : [Q-972 \(45-1\) - Questions écrites - Chambre des communes du Canada](#)

Je souhaite notamment savoir la répartition des 25 logements par type d'unité (1½, 2½, 3½, 4½, 5½, etc.), le nombre de chambres à coucher par logement ainsi que la superficie des unités et la superficie habitable totale du Centurion.

Je demande également à obtenir les documents financiers du projet ce qui inclut : budget détaillé approuvé, coût de construction, contribution financière de la SHQ et des autres partenaires publics au niveau fédéral, provincial et municipal.

Également, si la SHQ détient des données sur les coûts de construction de logements comparables en Abitibi sur la même période (2022-2025), je serais intéressé par leur obtention. »

... 2

Après analyse, nous accédons à votre demande. Vous trouverez les renseignements demandés dans la présente lettre et en pièce jointe.

Entre 2022-2025, le coût moyen d'un logement en Abitibi : (AccèsLogis Québec, Fonds fiscalisés et Initiative pour la création rapide de logement) :

- Pour l'année 2022, le coût de construction moyen est 342 987 \$;
- Pour l'année 2023, le coût de construction moyen est 269 496 \$;
- Pour l'année 2024, le coût de construction moyen est 448 988 \$;
- Pour l'année 2025, le coût de construction moyen est 382 908 \$.

Conformément à l'article 51 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1), nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Responsable de l'accès aux documents et de
la protection des renseignements personnels,

(Original signé)

M^e EMMANUEL BOILARD-SAUVAGEAU

N/Réf. : C-30304 – Demande d'accès n° : 2026-2027-31

RLRQ, chapitre A-2.1

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

51. Lorsque la demande est écrite, le responsable rend sa décision par écrit et en transmet copie au requérant et, le cas échéant, au tiers qui a présenté des observations conformément à l'article 49.

La décision doit être accompagnée du texte de la disposition sur laquelle le refus s'appuie, le cas échéant, et d'un avis les informant du recours en révision prévu par la section III du chapitre IV et indiquant notamment le délai pendant lequel il peut être exercé.

1982, c. 30, a. 51; 2006, c. 22, a. 28.

Avis de recours

À la suite d'une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Révision par la Commission d'accès à l'information

a) Pouvoir :

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante:

Québec	525, boul. René-Levesque Est Bureau 2.36 Québec (Québec) G1R 5S9	Tél. : 418 528-7741 Numéro sans frais 1 888 -528-7741	Télec. : 418 529-3102
Montréal	500, boul. René Lévesque Ouest Bureau 18.200 Montréal (Québec) H2Z 1W7	Tél. : 514 873-4196 Numéro sans frais 1 888 -528-7741	Télec. : 514 844-6170

b) Motifs :

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais :

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).